

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

*Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Chartres, le 13 février 2012

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Nos réf. : 8145/RAAPC/IC12074

Affaire 120147 suivie par :

Tél. : 02 37 20 50 50 – Fax : 02 37 20 40 74

Courriel : ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Vérifié par :

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

0814520120213SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE MODIFIANT LA NATURE DES INSTALLATIONS
DU CENTRE DE TRANSIT, REGROUPEMENT ET PRE-TRAITEMENT DE DECHETS INDUSTRIELS.

SOCIETE CDS SERVICES

ICPE N°8145

COMMUNE DE BEVILLE-LE-COMTE

Par bordereau du 20 janvier 2012, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour instruction, la demande de modification des conditions d'exploitation présentée par la société CDS SERVICES située sur le territoire de la commune de Béville-le-Comte.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société CDS SERVICES située ZA – 20, rue Jean Moulin – 28 700 Béville-le-Comte exploite des installations de tri, regroupement et pré-traitement de déchets industriels.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 26 janvier 2011. Ce site est :

- Soumis à autorisation au titre des rubriques 2718-1, 2790-1b, 2791-1 et 1131-2c ;
- Soumis à déclaration au titre des rubriques 1111-1c, 1111-2c, 1131-1c, 1412-2b, 1432-2b, 1611-2, 2711-2, 2714-2 ;
- Non-classé au titre des rubriques 1172, 1173, 1510, 1530, 2713, 2715.

L'établissement est situé sur les parcelles ZK n°1 et n°2 de la commune de Béville-le-Comte.

Le site comprend un bâtiment principal découpé en plusieurs alvéoles, des bureaux, un auvent, un local de stockage et une aire extérieure de stockage de bennes.

2. OBJET DE LA DEMANDE PRESENTEE PAR LA SOCIETE CDS SERVICES

Par courrier du 13 janvier 2012, la société CDS SERVICES nous a informés de son intention de modifier les conditions d'exploitation de son site de Béville-le-Comte.

L'article R. 512-33 du Code de l'environnement dispose que « toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »

Suite aux travaux d'aménagement des alvéoles de stockage spécifiques situées à l'intérieur même du bâtiment principal, les capacités de stockage initialement prévues de certains locaux s'avèrent surestimées.

Le projet concerne une modification à la baisse des quantités autorisées de certains déchets susceptibles d'être stockés sur le site :

- Quantité maximale admissible de produits toxiques solides classés sous la rubrique 1131-1 : 7 t (au lieu de 9 t autorisées dans l'AP du 26 janvier 2011) ;
- Quantité maximale admissible de produits toxiques liquides classés sous la rubrique 1131-2 : 7 t (au lieu de 9 t autorisées dans l'AP du 26 janvier 2011) ;
- Quantité maximale admissible de produits dangereux pour l'environnement très toxiques classés sous la rubrique 1172 : 10 t (au lieu de 15 t autorisées dans l'AP du 26 janvier 2011).

Cette modification n'entraîne aucun changement de classement de la nomenclature des installations classées.

3. EXAMEN DE LA DEMANDE

1. Classement

Les rubriques de la nomenclature autorisées ainsi que celles modifiées sont reprises dans le tableau ci-dessous (en gras les volumes modifiés) :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2718	1	A	Déchets dangereux ou contenant des substances, préparations dangereuses (Transit, regroupement, tri)		quantité présente	>=1	t	400	t
2790	1b	A	Déchets dangereux ou contenant des substances/préparations dangereuses (traitement)	Contenant substances/préparations visées à R511-10	quantité présente	< seuils AS des rubriques emploi/stockage		5 000	t/an
2791	1	A	Déchets non dangereux (Installation de traitement)		quantité traitée	>=10	t/j	12	t/j
1131	1c	D	Toxiques (emploi ou stockage)	solides	quantité présente	>=5 et <50	t	7	t
1131	2c	D	Toxiques (emploi ou stockage)	liquides	quantité présente	>= 1 et <10	t	7	t
1611	2	D	Acide chlorhydrique, formique, nitrique, etc (emploi ou stockage)		Quantité présente	>=50 et <250	t	50	t
2711	2	D	Transit, regroupement, tri, ...équipements électriques mis au rebut		Quantité présente	>=200 et <1000	m³	705	m³
2714	2	D	Déchets non dangereux de papiers, plastiques, textiles, bois (Transit, regroupement, tri)		Volume présent	>= 100 et <1 000	m³	360	m³
1111	1c	DC	Très toxiques (emploi ou stockage)	solides	quantité présente	>=0,2 et <1	t	0,25	t
1111	2c	DC	Très toxiques (emploi ou stockage)	liquides	quantité présente	>0,05 et <0,25	t	0,24	t
1172	3	DC	Dangereux pour l'environnement - A - très toxiques (stockage et emploi)		Quantité présente	>=20 et <100	t	10	t
1412	2b	DC	Gaz inflammables liquéfiés (stockage)		quantité présente	>6 et <50	t	15	t
1432	2b	DC	Liquides inflammables (stockage)		capacité équivalente	>10 et <=100	m³	76	m³
1173		NC	Dangereux pour l'environnement - B - toxiques (stockage et emploi)					15	t
1510		NC	Entrepôts couverts	stockage de combustibles > 500 t				347,25	t
1530		NC	Bois, papier, carton ou analogues (dépôt de) hors ERP					295	m³
2713		NC	Métaux et déchets de métaux y compris alliages (Transit, regroupement ou tri)					75	m²
2715		NC	Déchets non dangereux de verre (Transit, regroupement, tri)					110	m³

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (soumis au contrôle périodique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

2. Impacts du projet

S'agissant d'une réduction des capacités de stockage autorisées, le projet n'entraîne aucun impact.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Compte-tenu des conditions d'exploitation du site, et considérant l'absence d'impact engendré par cette modification d'activité, l'inspection des installations classées donne un avis favorable à la demande de la société CDS SERVICES.

Conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'environnement, le projet d'arrêté doit être préalablement soumis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques auquel il est proposé d'émettre un avis favorable.

Vu et transmis avec avis conforme,
Le Chef de l'Unité Territoriale

L'ingénieur de l'industrie et des Mines